



CONSEIL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

13 et 14 mai 2019 (Bruxelles)

Le Conseil des affaires étrangères, présidé par M^{me} Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débutera à 14 heures par un débat sur les questions d'actualité, qui permettra aux ministres de passer en revue les problèmes pressants à l'ordre du jour international, y compris la situation au **Venezuela**.

Le Conseil débattrra de la **Libye**, en commençant par un échange de vues avec le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé. Ce débat devrait porter essentiellement sur les développements récents intervenus dans le pays et sur les mesures que l'UE pourrait prendre pour éviter une nouvelle escalade du conflit.

Les ministres des affaires étrangères procéderont ensuite à un échange de vues sur le **Sahel**, en vue de préparer le débat qu'ils auront le lendemain avec les ministres de la défense de l'UE et les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Le Conseil devrait adopter des conclusions sur le Sahel.

Le Conseil devrait également adopter plusieurs décisions et conclusions sans débat, notamment des conclusions sur les relations de l'UE avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et le rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2018.

À 10 heures, avant la session du Conseil, les ministres des affaires étrangères de l'UE rencontreront leurs homologues des pays du **Partenariat oriental** pour leur réunion annuelle. La session s'inscrit dans le cadre du dixième anniversaire du Partenariat oriental et d'une conférence de haut niveau qui se tiendra le 14 mai.

Le mardi 14 mai, le Conseil reprendra ses travaux à 9 h 30 dans le cadre d'une **discussion des ministres des affaires étrangères et des ministres de la défense sur le Sahel**, qui se réuniront avec leurs homologues des **pays du G5 Sahel** (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

Les ministres de la défense poursuivront ensuite leur réunion ([voir la partie de la note d'information du Conseil des affaires étrangères consacrée à la défense](#)).

Possibilités de point presse:

Lundi 13 mai:

- +/- 9h45 Déclaration de la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, avant la session
- +/- 11h30 Photo de famille de la réunion ministérielle du Partenariat oriental
- +/- 17h30 Conférence de presse à l'issue du Conseil des affaires étrangères

Mardi 14 mai:

- A partir de 7h45 Opportunité pour des déclarations à la presse à l'arrivée
- +/- 12h00 Photo de famille des ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres de l'UE et des pays du G5 Sahel
- +/- 16h00 Conférence de presse à l'issue du Conseil des affaires étrangères (Défense)

[Conférences de presse et manifestations publiques par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse du Conseil.

Actualité

Le Conseil des affaires étrangères entamera ses travaux par un débat sur les questions d'actualité. La haute représentante et les ministres des affaires étrangères aborderont la situation au **Venezuela**. Ils pourraient également évoquer l'Ukraine, suite au deuxième tour de l'élection présidentielle du 21 Avril dernier, ainsi que le décret russe permettant la délivrance simplifiée de passeports dans certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk en Ukraine. Le plan d'action global commun (l'accord sur le nucléaire iranien) devrait également être soulevé, au vue de l'annonce récente par l'Iran.

[Venezuela : Déclaration de la réunion ministérielle du Groupe international de contact, 7 Mai 2019,](#)

[Remarques de la Haute Représentante Federica Mogherini lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion du Groupe de contact international, 7 Mai 2019,](#)

[Déclaration de la haute représentante, au nom de l'UE, sur l'évolution récente de la situation au Venezuela, 30 April 2019 et déclaration du groupe de contact international sur les derniers développements au Venezuela, 1er mai 2019](#)

[Déclaration de la porte-parole sur le décret russe permettant la délivrance simplifiée de passeport dans certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk en Ukraine, 25 Avril 2019](#)

Libye

Le Conseil débattira de la Libye, en commençant par un échange de vues avec le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé. Ce débat devrait essentiellement porter sur les développements récents intervenus dans le pays et sur les mesures supplémentaires que l'UE pourrait prendre pour éviter une nouvelle escalade du conflit.

Le Conseil s'est penché sur la situation en Libye lors de sa dernière session, le 8 avril. Les ministres des affaires étrangères se sont dits préoccupés par l'évolution de la situation. Ils ont instamment demandé à toutes les parties de mettre immédiatement en œuvre une trêve humanitaire, de s'abstenir de toute nouvelle escalade militaire et de retourner à la table des négociations. Ils ont réaffirmé qu'ils soutenaient sans réserve les efforts déployés par le représentant spécial des Nations unies, Ghassan Salamé, en faveur de la paix et de la stabilité en Libye.

La haute représentante a ensuite fait une déclaration au nom de l'UE, dans laquelle elle souligne que "l'attaque militaire lancée par l'armée nationale libyenne sur Tripoli et l'escalade qui s'en est suivie dans et aux abords de la capitale mettent en danger les civils, y compris les migrants et les réfugiés, et déstabilisent le processus politique conduit par les Nations unies, avec le risque de graves conséquences pour la Libye et la région, notamment la menace terroriste." L'UE a appelé toutes les parties à cesser immédiatement toute opération militaire et a demandé à l'ANL et à l'ensemble des forces qui se sont installées dans Tripoli ou ses environs de se retirer. L'UE a également rappelé aux parties à cette confrontation qu'elles doivent respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire, et que ceux qui le violent seront tenus de rendre compte de leurs actes.

L'UE coordonne les efforts déployés en vue d'une solution politique dans le cadre du Quatuor sur la Libye (Union européenne, Nations unies, Union africaine et Ligue des États arabes). Elle fournit une assistance bilatérale à la Libye dans les domaines de la gouvernance, de la santé, de la jeunesse et de la médiation, ainsi qu'en matière d'aide humanitaire. Elle coopère en outre avec la Libye sur les questions de migration et de protection des migrants. En particulier, l'UE soutient le travail des agences de l'ONU, dont l'OIM, en matière de retour volontaire des migrants depuis la Libye vers leur pays d'origine. L'Union s'est également engagée à fournir un soutien ciblé à la Libye par l'intermédiaire des missions et opérations de sa politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'EUBAM Libya et l'EUNAVFOR MED opération Sophia.

[Déclaration de la haute représentante, Mme Federica Mogherini, au nom de l'UE, sur la situation en Libye, 11 avril 2019](#)

[Relations UE-Libye, fiche d'information](#)

Sahel

Le Conseil se penchera sur la situation au Sahel et adoptera des conclusions réaffirmant que le Sahel constitue une priorité stratégique pour l'UE et ses États membres. Les différentes sessions et réunions prévues durant la semaine du 13 mai témoignent de ce sens des priorités et de **l'approche intégrée adoptée par l'UE à l'égard de la région**. Les ministres des affaires étrangères auront en premier lieu des discussions en vue de fixer le cadre politique. Cela permettra de préparer la discussion qu'ils auront le lendemain (14 mai) avec les ministres de la défense de l'UE, ainsi qu'avec les ministres des affaires étrangères et les ministres de la défense des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), qui devrait porter essentiellement sur les aspects de sécurité. Le jeudi 16 mai, les ministres de l'UE chargés du développement débattront de la manière de renforcer la relation à long terme de l'UE avec la région, ainsi que le soutien que l'UE apporte au Sahel.

Les conclusions devraient prendre note des **nombreux défis** auxquels les autorités et les populations de la région sont confrontées: i) sur le plan politique, compte tenu en particulier des graves lacunes en matière de gouvernance, d'état de droit et de protection des droits de l'homme; ii) sur le plan de la sécurité, avec l'expansion de la menace terroriste, la violence extrémiste, la criminalité organisée, y compris la traite des êtres humains, le changement climatique qui a un impact négatif sur les ressources naturelles et qui attise les conflits; iii) en matière de développement, avec la pauvreté endémique, la forte dynamique démographique et la faible cohésion socio-économique; iv) ces éléments contribuent à l'augmentation de l'insécurité alimentaire et de la pression migratoire ainsi qu'à la détérioration de la situation humanitaire. C'est dans ce contexte que l'on a assisté ces derniers mois à une recrudescence des conflits intercommunautaires dans plusieurs pays de la région. Le Conseil réaffirmera qu'il appartient au premier chef aux États du Sahel de relever ces défis et de remédier à ces lacunes et que la communauté internationale les soutient dans leurs efforts.

L'UE est attachée à la sécurité et au développement du Sahel et elle est le **principal partenaire dans la région**. Elle s'est dotée d'une approche complète intégrant dialogue politique et diplomatique, sécurité et stabilité, ainsi qu'aide au développement et soutien humanitaire.

Le **dialogue politique et diplomatique** s'articule autour du partenariat politique entre l'UE et le G5 Sahel, notamment les réunions ministérielles et la mise en œuvre de la stratégie de l'UE dans la région du Sahel, le plan d'action régional et le processus de paix au Mali. La haute représentante de l'UE organise régulièrement des réunions avec ses homologues du G5 Sahel pour réexaminer et renforcer la coopération et la coordination dans des domaines d'intérêt tels que le développement, la gouvernance et la sécurité. En outre, l'UE agit en qualité de garante du processus de paix au Mali.

L'UE soutient aussi la **sécurité et la stabilité** dans la région grâce à trois missions PSDC: l'EUCAP Sahel Mali, l'EUTM Mali et l'EUCAP Sahel Niger avec une approche régionale renforcée. Les missions consistent notamment à former et conseiller ainsi qu'à soutenir directement les forces de sécurité, dans le but ultime de renforcer les différentes capacités nationales. De plus, l'UE contribue à l'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel.

L'aide totale apportée par l'UE et ses États membres aux pays du G5 Sahel dans le domaine de la **coopération au développement** se monte à 8 milliards d'euros pour la période 2014-2020. L'UE apporte une assistance à long terme au Sahel, essentiellement par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (via lequel 930 millions d'euros ont déjà été mobilisés) et du Fonds européen de développement, qui a alloué, pour la période 2014-2020, 628 millions d'euros pour le Burkina Faso, 542 millions d'euros pour le Tchad, 664 millions d'euros pour le Mali, 160 millions d'euros pour la Mauritanie et 686 millions d'euros pour le Niger. L'UE est aussi un **donateur humanitaire** majeur, plus de 250 millions d'euros ayant été alloués aux populations du G5 Sahel pendant les deux dernières années.

[L'Union européenne et le Sahel, fiche d'information \(SEAE\)](#)

[Sahel: l'UE adopte de nouvelles mesures pour renforcer son soutien à la sécurité dans la région, 3 mai 2019](#)

[Conclusions du Conseil sur la région du Sahel/Mali, 25 juin 2018](#)

Autres points

Le Conseil devrait adopter sans débat un certain nombre de décisions et de conclusions, et notamment les suivantes:

Conclusions du Conseil sur les relations de l'UE avec l'Amérique latine et les Caraïbes

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur les relations de l'UE avec l'Amérique latine et les Caraïbes, à la suite de la communication conjointe de la haute représentante et de la Commission du 17 avril 2019 sur le thème "UE, Amérique latine et Caraïbes: partenaires pour la prospérité, la démocratie, la résilience et la gouvernance mondiale".

Le Conseil devrait noter que les relations entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) se sont considérablement renforcées au cours de la décennie écoulée: ensemble, l'UE et l'ALC représentent 25 % du PIB mondial, un tiers des membres des Nations unies et près de la moitié des membres du G20. Une action conjointe des deux régions a permis de conclure des accords multilatéraux historiques tels que le programme de développement durable à l'horizon 2030, le programme d'action d'Addis-Abeba et l'accord de Paris.

Le Conseil devrait souligner que l'ALC et l'UE sont des partenaires clés ayant des valeurs et des intérêts communs, qui devraient coopérer encore plus étroitement dans le cadre multilatéral, en particulier au sein des Nations unies et de l'OMC, pour promouvoir la démocratie, l'état de droit, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la croissance, l'emploi, l'investissement, les débouchés économiques et le développement durable, pour construire des sociétés plus résilientes et pour préserver et promouvoir la paix et la sécurité, le multilatéralisme et un ordre international fondé sur des règles.

[Communication conjointe sur le thème "UE, Amérique latine et Caraïbes: partenaires pour la prospérité, la démocratie, la résilience et la gouvernance mondiale", 17 avril 2019 \(communiqué de presse\)](#)

Rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2018

Le Conseil devrait adopter le rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2018. Ce rapport indique que, en 2018, l'UE a continué d'occuper une place de premier ordre dans la protection et la promotion des droits de l'homme, dans un paysage géopolitique en mutation rapide. Elle a pris part à des activités partout dans le monde, conformément aux objectifs définis dans le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2019). Dans un monde instable et imprévisible, le plan d'action a été précieux pour faire avancer la cause des droits de l'homme. En cette année du 70^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), l'UE a œuvré résolument en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme au cœur du multilatéralisme, lesquelles revêtent une importance particulière dans une époque marquée par de graves tendances négatives en matière de droits de l'homme et de démocratie à travers le monde. Au cours de cette année, les menaces et violations subies par les journalistes et d'autres professionnels des médias ont augmenté, réduisant ainsi davantage l'espace dévolu au journalisme libre. Conformément aux priorités fixées dans la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE, l'UE a continué de s'opposer fermement à toute restriction injustifiée des droits à la liberté d'association et de rassemblement pacifique.

Le rapport souligne par ailleurs que cette année n'a pas été faite que de défis et de régressions en matière de droits de l'homme; en effet, des évolutions positives ont également eu lieu. En 2018, l'UE a œuvré à définir et soutenir des discours positifs en matière de droits de l'homme, en s'appuyant sur la vision d'un programme 2030 fondé sur les droits de l'homme. L'initiative "Good Human Rights Stories", menée sous l'égide de l'Union européenne et lancée lors de la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), a reçu un large écho dans les différentes régions du monde et est destinée à favoriser efficacement des évolutions positives à l'avenir.

[Rapports annuels de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratisation \(site web du SEAE\)](#)

[Protection et promotion des droits de l'homme \(informations générales\)](#)

Avant la session du Conseil

Réunion ministérielle du Partenariat oriental

Les ministres des affaires étrangères de l'UE rencontreront leurs homologues des pays du Partenariat oriental (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine) ainsi que les principales parties prenantes actives dans la région pour leur réunion annuelle. La réunion, présidée par M^{me} Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débutera le 13 mai 2019 à 10 heures. Elle sera suivie par un déjeuner de travail, célébrant le dixième anniversaire du **Partenariat oriental**.

Les ministres devraient mettre en exergue l'importance du partenariat, grâce auquel un cadre a pu être mis en place pour renforcer l'**association politique** et approfondir l'**intégration économique** entre l'UE et ses partenaires, ainsi que cela avait au départ été énoncé dans la déclaration du sommet de Prague, en 2009. Le partenariat **a donné lieu à des mécanismes de coopération structurée** grâce auxquels l'UE a soutenu un large éventail de réformes dans les pays partenaires, dans les domaines du développement économique, de la gouvernance, de la connectivité et des contacts interpersonnels.

Les ministres des affaires étrangères feront le point sur les progrès réalisés en ce qui concerne les engagements formulés lors du dernier sommet du Partenariat oriental, en novembre 2017. Ils débattront de la mise en œuvre du programme du cadre **"20 résultats pour 2020"**. La réunion permettra également aux ministres de réfléchir à leur future coopération et de débattre des **priorités politiques** pour la période à venir.

Le même jour, le président Tusk recevra les dirigeants des pays du Partenariat oriental pour un dîner qui débutera à 18 h 30. Le mardi 14 mai, une conférence de haut niveau marquant le dixième anniversaire du partenariat aura lieu à la Commission européenne (bâtiment Charlemagne).

[Dixième anniversaire du Partenariat oriental](#)

[Partenariat oriental, informations générales](#)